

# Quelle entreprise pour valoriser le travail et l'emploi ?

Analyses et propositions alternatives

Par Daniel BACHET, Professeur à l'Université  
d'Evry

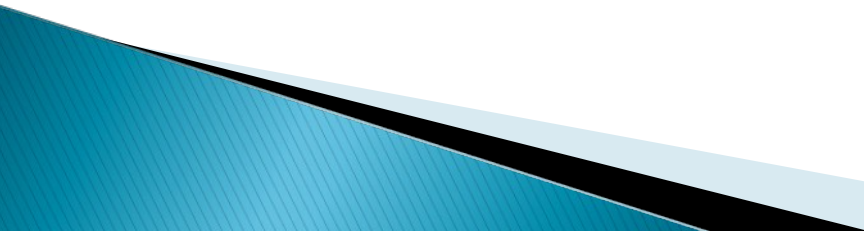
# La rationalisation dans le monde et en Europe

- ▶ **Déréglementation du commerce des biens et des services (libre-échange).**
- ▶ **Libéralisation des mouvements de capitaux (libéralisation financière).**
- ▶ **Monnaie unique et banque centrale indépendante.**
- ▶ **Transformation du régime de contrôle des sociétés (*corporate governance*).**
- ▶ **Nouvelles normes de répartition des revenus (modération salariale, forte part des bénéfices distribués sous formes de dividendes)**

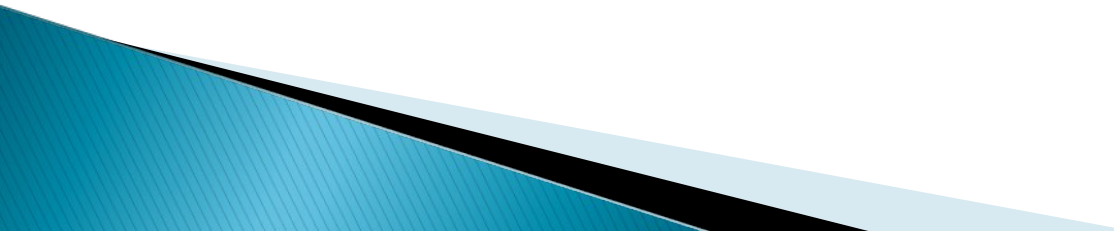
# Les supports de la rationalisation dans les années 1970

- ▶ Les nouvelles technologies (issues du Pentagone) permettent aux chaînes d'approvisionnement de réduire le coût du transport des marchandises.
- ▶ Les systèmes de production peuvent être fragmentés et distribués partout dans le monde (là où la fabrication est la moins chère).
- ▶ Les ingénieurs d'un bureau d'étude réalise dans un pays des prototypes en trois dimensions de nouveaux produits ; les ingénieurs de fabrication d'un autre pays travaillent sur la chaîne d'assemblage et l'équipement nécessaire pour les produire. La production se fera ensuite dans un troisième pays.

# Les effets de la rationalisation

- ▶ **La mondialisation associée à la déréglementation et aux nouvelles technologies intensifie la concurrence.**
  - ▶ **Ce type de concurrence conduit les sociétés à comprimer leurs coûts pour attirer les investisseurs et les clients.**
  - ▶ **La pression est forte pour réduire les effectifs et les salaires qui constituent les principaux coûts.**
- 

# Les conséquences sur le travail et sur l'entreprise

- ▶ **Disparition des oligopoles géants de type fordien et des grands industriels.**
  - ▶ **Affaiblissement des syndicats et des contre-pouvoirs dans les entreprises.**
  - ▶ **Les détenteurs de capitaux (propriétaires et actionnaires) gagnent du pouvoir en invoquant le « consommateur ». Les travailleurs et les citoyens en perdent.**
- 

# Les fondements de la rationalisation

- ▶ Depuis l'origine, la rationalisation dans le monde de l'entreprise et de l'économie n'est appréhendée que du point de vue des détenteurs de capitaux.
- ▶ Le droit des sociétés et la comptabilité des sociétés reflètent la préoccupation du seul propriétaire : le profit.
- ▶ Le profit, au sens de bénéfice, est ce qui reste après avoir déduit les coûts du chiffre d'affaires. Une logique implacable semble donc s'imposer : pour préserver « ce qui reste », il faut soit augmenter le chiffre d'affaires, soit réduire les coûts.

# Les effets de la rationalisation sur le travail et sur l'emploi

- ▶ Pour de nombreuses entreprises, augmenter le chiffre d'affaires est devenu très difficile.
- ▶ La taille des marchés ne croît plus et les parts de marchés ne peuvent être conservées en raison de la concurrence mondiale.
- ▶ Les entreprises « baissent les prix » et pour cela « réduisent les coûts » dont les plus importants sont les salaires et les achats. Le personnel n'est plus perçu que comme un coût à réduire.

# La productivité en question

- ▶ La rationalisation taylorienne : combien le salarié produit-il à l'heure ou à la minute ? Productivité apparente du travail et productivité-débit.
- ▶ La productivité de l'emploi: économie des ressources en emploi et réduction de la masse salariale (progrès de productivité = réduction d'effectif).

Or

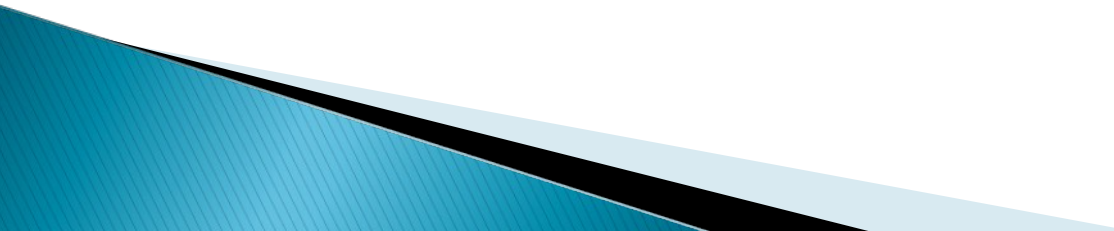
- ▶ Mesure de la productivité = mesure de la production / mesure des ressources mises en œuvre.
- ▶ Ces mesures sont des volumes et non des valeurs monétaires.



# La rationalisation du travail

- ▶ Dans le cadre des approches traditionnelles de la productivité, le travail est une « boîte noire » (tout comme l'entreprise). On ne sait pas ce que font les travailleurs ni ce que produit le travail. La productivité se rapporte à des tonnes d'acier ou à des nombres de voitures et relève d'une conception purement « quantitative ».
- ▶ Si l'on veut rendre le travail plus utile et plus efficace, il faut construire des approches plus larges de la productivité, telles que la « productivité globale » ou l'évaluation multicritères comme dans certaines activités de service.

# Productivité, compétitivité, rentabilité

- ▶ **La productivité renvoie au niveau physique (monde des biens et des services)**
  - ▶ **La compétitivité renvoie au niveau marchand (rapport coût/valeur)**
  - ▶ **La rentabilité fait référence au niveau financier (taux de profit).**
  - ▶ **Ces trois niveaux sont hiérarchisés (opérationnel, tactique, stratégique).**
- 

# La façon de compter fondée sur la logique du résultat

- ▶ **La logique du résultat est celle d'un groupe de personnes (associés ou actionnaires) qui procurent à une société (SA, Sarl, Scop...) les capitaux propres qui lui sont nécessaires, espérant en retour en retirer un profit. Les compte de la société sont tenus de leur point de vue et le « profit », au sens usuel de « résultat », y tient, ce qui semble aller de soi, une place centrale.**

# Quelle comptabilité ?

- ▶ Dans la Comptabilité financière (dite aussi générale), le résultat est, pour faire simple, « ce qui reste » aux associés ou aux actionnaires après avoir déduit les coûts du chiffre d'affaires;
- ▶ Dans la Comptabilité de management (dite aussi analytique ou de gestion), le résultat est considéré comme provenant des marges apportées par les marchandises, biens et services vendus; la marge étant la différence entre le prix de vente et le coût de revient, la détermination du coût de revient est une mission première de cette comptabilité.

# La rationalisation par les outils de gestion

## Attendu

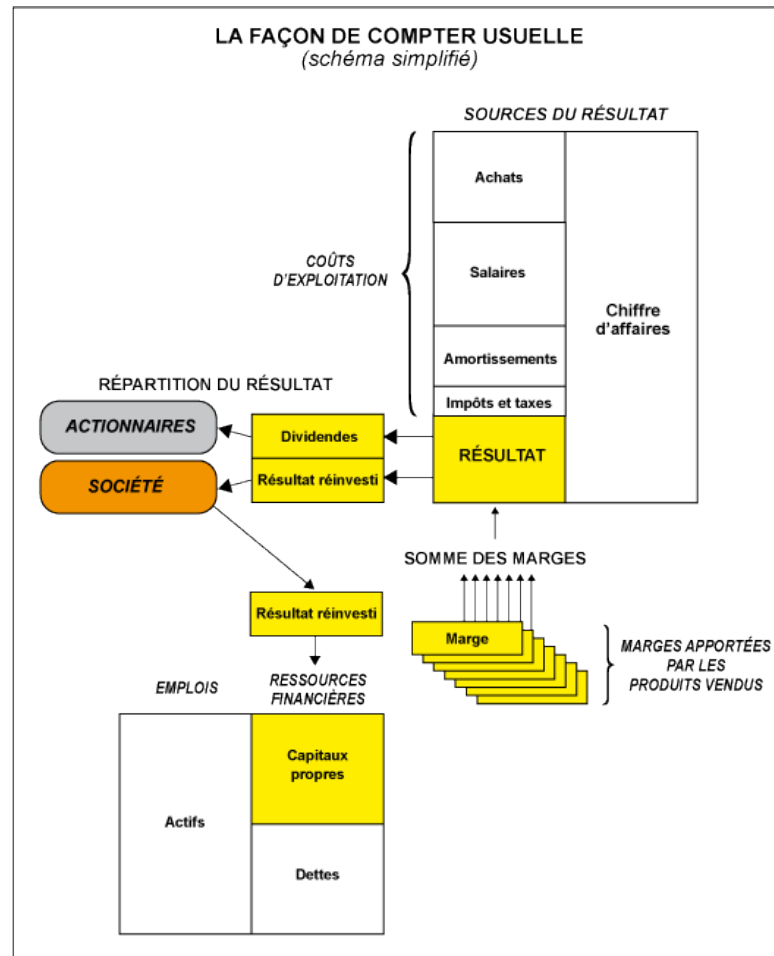
- ▶ Que la finalité de l'entreprise est de faire des bénéfices,
- ▶ Que le résultat d'exploitation est fonction des marges des produits
- ▶ Et que les prix sont fonction des coûts de revient

Un objectif premier de gestion est donc de réduire les coûts de revient

Les principales conséquences sont les suivantes :

- La valeur ajoutée est absente des préoccupations de gestion
- Le résultat de la société est l'objectif premier de l'entreprise
- Les marges des produits sont présumées être les sources du résultat.

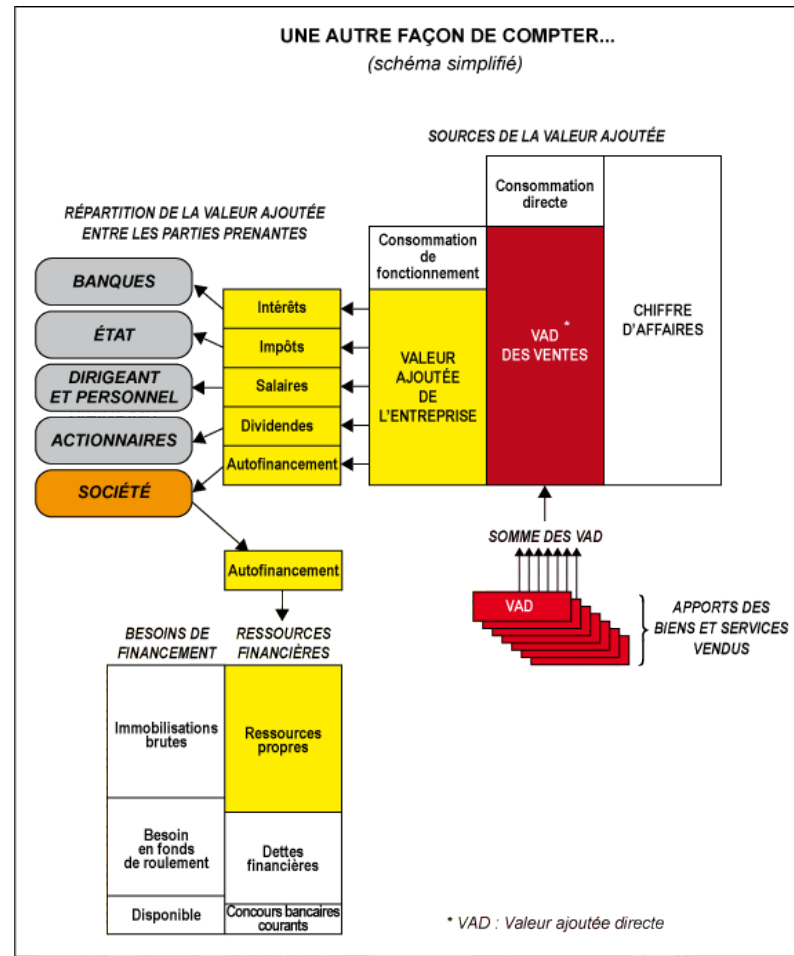
# La façon de compter usuelle



# Refonder les outils de gestion

- ▶ Si l'on assigne à l'entreprise une autre finalité, la logique de gestion change radicalement :
  - la notion de marge, « créature comptable », n'existe plus;
  - la valeur ajoutée devient un objectif de l'entreprise
  - l'excédent brut d'exploitation, dont découle le résultat de la société, provient de la valeur ajoutée de l'entreprise;
  - la valeur ajoutée de l'entreprise est fonction des valeurs ajoutées apportées par chacun des biens et des services vendus.

# Une autre façon de compter

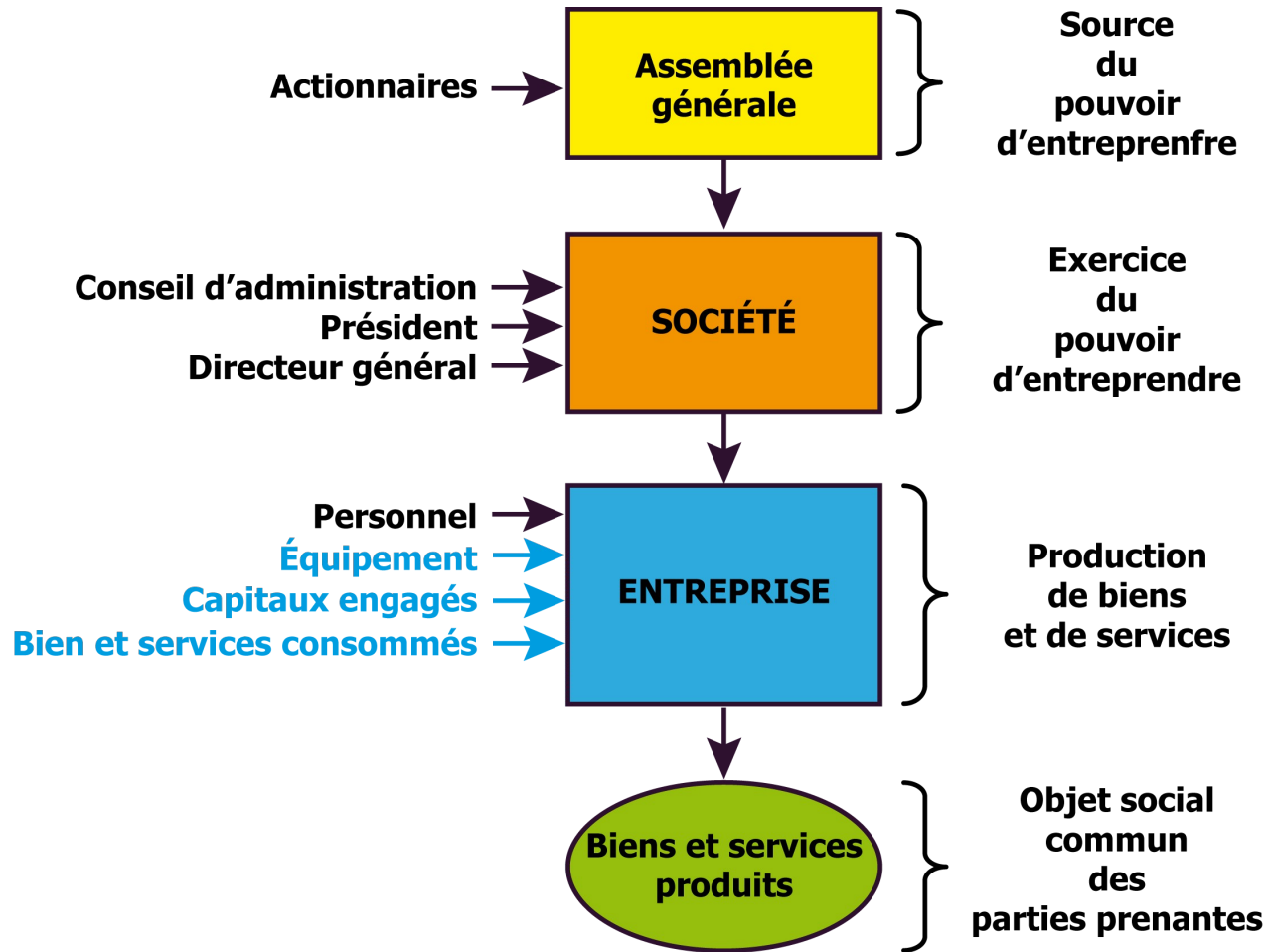




# Faire exister l'entreprise

- ▶ L'entreprise dont la finalité « apparente » est le profit se voit assignée un objectif qui n'est pas le sien. Sa véritable finalité doit donc être la recherche de la « valeur ajoutée » (Voir les travaux de Paul-Louis Brodier).
- ▶ Ce détournement de finalité est l'une des causes majeures des problèmes économiques, sociaux et financiers d'aujourd'hui.
- ▶ D'où la nécessité de « faire exister » l'entreprise et d'en tirer les conséquences pour le travail et l'emploi.

# Schéma entreprise et société



# Nouvelle finalité et taux d'équilibre économique

- ▶ Il faut donc « faire exister » l'entreprise et lui assigner comme finalité de produire des biens et des services.
- ▶ Si la nouvelle finalité de l'entreprise est clarifiée, les ressources mises en œuvre ont d'abord le statut de « facteurs de création de richesses », et l'objectif premier est de préserver l'équilibre entre la « valeur ajoutée » et le « coût global de la structure » : salaires du personnel, amortissement de l'outil de production et rémunération des capitaux engagés.

# Construire une autre efficacité

- ▶ L'efficacité recherchée n'est plus « l'optimum financier » mais un « optimum économique, social et écologique global ».
- ▶ Le travail devient une source de valeur et de développement et pas simplement un coût.
- ▶ Seule la croissance de la « valeur ajoutée » permet de concilier trois objectifs: les profits, les salaires et l'emploi.

# Quelle organisation des pouvoirs ?

En clarifiant les nouvelles finalités, on clarifie également une grille de lecture qui permet de changer nos représentations.

La source du pouvoir ne provient plus de la seule propriété des capitaux.

Le *droit issu de la propriété* qui confère à quelques acteurs privilégiés – les actionnaires de contrôle en particulier – la capacité de décider seuls de l'avenir de l'entreprise et du travail c'est-à-dire des moyens de vivre de nombreuses populations, est remis en question.

On donne aux dirigeants les moyens de résister aux demandes des actionnaires en établissant des règles juridiques les obligeant à prendre en compte les autres intérêts affectés par leurs décisions.

# Au-delà de l'entreprise

- ▶ Orienter la gestion de l'épargne au service du développement au lieu de la soumettre à la concurrence des investisseurs institutionnels.
- ▶ Séparer les banques commerciales des banques de marché.
- ▶ Réactiver une politique de crédit permettant d'offrir des bas taux d'intérêt à destination des agents de l'économie productive.
- ▶ Refonder les normes comptables internationales et les positionner en faveur des « parties prenantes » alors qu'elles sont aujourd'hui au service des seuls détenteurs de capitaux.

# Au-delà de l'entreprise (2)

- ▶ Le libre échange tend à paralyser les politiques économiques car il démantèle les instruments de la souveraineté démocratique.
- ▶ Il faut créer une incitation à la convergence sociale, fiscale et écologique vers le haut. Cela suppose de renouer « *avec le principe d'initiatives nationales fortes, inscrivant dans les faits des stratégies industrielles et politiques novatrices* » (Jacques Sapir).
- ▶ L'Europe peut offrir des réponses positives si elle sait promouvoir des spécialisations maîtrisées et de la protection collective au bon niveau.

# Au-delà de l'entreprise (3)

- ▶ **Construire un nouveau « compromis social, monétaire et réglementaire » à l'échelle des trois principales zones (euro, dollar, yen). La re-réglementation du marché financier doit se faire à l'échelle internationale. Elle doit interdire la « titrisation ».**
- ▶ **La recapitalisation du système financier doit être l'occasion de définir le périmètre d'un « pôle public financier » stable et solide . Celui-ci doit être mis au service de la politique industrielle, dans le cadre d'un développement durable.**



# Au-delà de l'entreprise (4)

- ▶ **Construire un véritable plan de relance à côté de la recapitalisation des acteurs financiers. Ce plan doit soutenir l'investissement, l'innovation, la recherche, la santé et l'éducation.**
  - ▶ **Organiser l'indexation des salaires sur les gains de productivité et l'inflation dans toute l'économie afin d'enrayer la montée de l'endettement des ménages à revenus moyens et modestes.**
- 